

Les maillons oubliés de la chaîne

À DÉCOUVRIR:

Le dessous des cartes du cacao

Qatar 2022: dans les coulisses d'un événement mondial

Dossier: devoir de vigilance

Rapport d'activités 2020

WSM
MAGAZINE

11 RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020

La solidarité exacerbée.

8

EN BREF

Forum Afrique-Belgique solidaire, et autres nouvelles en format court.

30

EN PARALLÈLE

République dominicaine-Belgique: de la fève jusqu'à la tablette

4

DOSSIER

D'une étreinte fatale au devoir de vigilance.

10

ZOOM

Keo Samoeun, couturière dans une usine de vêtements au Cambodge.

28

GRAND ANGLE

Le dessous des cartes du cacao

23

VOYAGE AUTOUR DU MONDE

Qatar 2022: dans les coulisses d'un événement mondial



LES MAILLONS OUBLIÉS DE LA CHAÎNE

Cher lecteur, chère lectrice,

Chaque produit qui nous entoure est le résultat d'une longue chaîne de production, que ce soit la chaussette à votre pied, le téléphone portable dans votre sac ou le chocolat dans votre garde-manger. Avant d'arriver à votre pied, votre chaussette est passée par de nombreuses mains, dans de nombreux pays. De la production de coton en Ouzbékistan au filage et à la teinturerie en Inde, en passant par la machine à tricoter, les coutures et l'emballage au Bangladesh, toutes ces étapes impliquent des personnes qui doivent vivre de leur travail. C'est là que le bât blesse.

Or, les marques de vêtements externalisent leur travail à des sous-traitants, qui à leur tour externalisent... à des sous-traitants. Et la chaîne devient alors un vrai enchevêtrement. Difficile d'y voir clair. Et les travailleur-euses et l'environnement sont les perdant-es.

Il est crucial de mettre tout carte sur table, et que les entreprises connaissent le parcours de leurs produits. Toute personne qui contribue à la production doit pouvoir travailler de manière saine et sûre, en échange d'un salaire qui leur permet de vivre décemment, par exemple. Prendre soin de chaque maillon de la chaîne: c'est l'objectif du devoir de vigilance. (p. 4)

Nous ne sommes pas seul-es dans ce combat. Les syndicats, les organisations de la société civile et de nombreuses grandes entreprises font cet appel. Parce qu'aujourd'hui, faire le choix volontaire de la durabilité est un chemin difficile. De l'autre côté, ceux-celles qui optent pour la vitesse et l'argent au détriment des droits humains et/ou de l'environnement ont une voie royale devant eux-elles.

Il est temps d'opérer un revirement, et de changer la donne ! Après tout, qui veut une sale odeur sur ses chaussettes, un goût rance dans son chocolat, de la sueur d'enfant sur la batterie de son téléphone portable ou un bandeau noir lors de la grande fête internationale du football ?

Aujourd'hui, une loi est en cours d'élaboration pour enfin rendre obligatoire le devoir de vigilance, tant au niveau national qu'europpéen. Cette loi sera bénéfique pour les droits humains et pour l'environnement. WSM choisit l'espoir, et vote en faveur de l'humain et de la planète. Nous pensons que cette loi peut constituer un tournant !

Bienvenue dans cette nouvelle édition du WSM magazine.

Bart Verstraeten,
Directeur de WSM

INCLUS: NOTRE RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020 p.11



D'UNE ÉTREINTE FATALE À UN DEVOIR DE VIGILANCE

Une dernière étreinte. C'est tout ce que pouvaient espérer les 1.138 travailleur-euses qui ont perdu la vie lors de l'effondrement du Rana Plaza. Les vêtements que nous portons, les appareils électroniques que nous baladons dans nos poches ou les snacks que nous aimons grignoter, sont-ils responsables de cette image tragique ? Ensemble, retournons au Bangladesh pour y trouver un témoignage sur l'humanité et la manière de la préserver dans un monde où les entreprises traitent les travailleur-euses comme des machines plutôt que comme des personnes.

TEXTE / Sarah Vandoorne – PHOTOS / Final embrace: Taslima Akhter, Sarah Vandoorne: Julie Scheurweghs

Cette photo m'a coupé le souffle. Elle me reste encore en tête. Une étreinte rapprochée, deux vies perdues. C'est en 2014 que j'ai vu pour la première fois cette photo, suspendue dans l'abbaye Saint-Pierre de Gand. Je venais de rentrer du Bangladesh, mon premier mais pas mon dernier voyage dans ce melting-pot sud-asiatique, riche en odeurs, couleurs et étoffes. Par la suite, les circonstances dans lesquelles a été prise cette photographie, « *Final Embrace* » (en français: la dernière étreinte), sont devenues une

source principale de motivation en tant que journaliste. Depuis, grâce à ma plume, je veux m'assurer que des catastrophes telles que celle du Rana Plaza, un complexe industriel qui s'est effondré comme un château de cartes en 2013, ne se reproduisent plus jamais.

Au printemps dernier, pour la première fois, j'ai entendu parler la photographe qui a réalisé cette image. Son nom est Taslima Akhter. Elle vit à Dhaka, la capitale du Bangladesh, à quelques kilomètres seulement de

l'endroit où se trouvait le Rana Plaza. Et elle est en colère. Akhter a travaillé sur le site de la catastrophe non seulement en tant que photographe, mais aussi en tant que bénévole. Pendant dix-sept jours, elle a apporté son secours aux victimes et a réconforté leurs proches. « *Au cours de toutes ces années, peu de choses ont changé dans le secteur* », explique Taslima. « *La pandémie actuelle de coronavirus est injuste* », ajoute-t-elle, « *tout comme le Rana Plaza.* » Nous sommes dans un moment de crise, tout comme à l'époque.

DOSSIER

Ce qui a le plus choqué les chercheur-euses après l'effondrement du Rana Plaza est le fait que plusieurs travailleur-euses avaient signalé la situation dangereuse la veille de l'effondrement. Pourtant, ils et elles ont été contraint-es de reprendre le travail. Là aussi, Akhter voit des parallèles avec les ouvrier-ères qui travaillent aujourd'hui sans protection dans les usines. « *Qui pense à la santé de ces gens ? Eux-mêmes n'ont pas le luxe de s'en préoccuper* », souligne la photographe. « *Ils et elles se battent déjà pour leurs revenus.* »

Taslima Akhter a un franc-parler, exprime tout haut ce que les gens pensent tout bas, et reste très motivée par son combat. Mais elle aussi finit par se taire. Les marques ne considèrent pas les travailleur-euses comme des personnes poursuivant leurs propres rêves, mais comme des machines qui leur rapportent de l'argent. Aujourd'hui, avec la crise du covid-19, je fais le même constat. Après le Rana Plaza, de nombreuses personnes se sont retrouvées à la rue, comme c'est le cas aujourd'hui. Voir des travailleur-euses mendier parce qu'ils-elles n'ont pas d'autre choix ? Je ne supporte pas de voir ça.

« JE VEUX RETROUVER MA VIE D'AVANT »

Mahmulul Hasan Hridoy remet son masque en place. Il semble peu habitué à raconter son histoire, presque gêné. C'est là que réside une partie de la puissance de son témoignage. « *Encore aujourd'hui, j'en souffre. Je ne peux plus travailler. Ma femme m'a quitté après le désastre. Je suis seul, avec mes deux enfants. Je peux aller voir ma famille, mais je dois mendier pour survivre. Nous n'avons aucun revenu depuis le Rana Plaza. Certain-es*

qualifient la catastrophe d'accident, mais je ne le vois pas ainsi. Cette usine avait dix étages mais n'avait les autorisations que pour six. Il n'y avait pas d'oxygène au moment de la catastrophe, pas d'espace. Dix-sept d'entre nous étions enterré-es vivant-es ; je suis le seul à avoir survécu. Mes collègues ont été assassiné-es, c'est aussi simple que ça. »

Je ne parle pas directement à Mahmudul, son témoignage a été enregistré lors d'une vidéoconférence. À ce même évènement, j'ai la chance de parler à Taslima Akhter. L'organisation américaine de défense des droits des travailleurs Remake les a invités tous les deux.

Les mots de Mahmudul me ramènent à Savar, la banlieue de Dhaka où se trouvait le Rana Plaza. Trois ans plus tôt, j'y avais rencontré Nulifar, victime elle aussi de cette catastrophe. Jef Van Hecken, qui a longtemps vécu et travaillé au Bangladesh pour WSM,

avait organisé ce rendez-vous. Je me demande encore si nous avons bien fait de nous rencontrer à cet endroit précis. Il lui avait évidemment fallu tout son courage pour revenir là. « *Chaque fois que je me tiens ici, mon cœur se brise* », a déclaré cette femme de 32 ans.

Comme Mahmudul, Nulifar a deux enfants dont elle est désormais à peine capable de s'occuper. Tout comme lui, son partenaire l'a quittée après l'effondrement parce qu'il n'arrivait pas à affronter les effets du traumatisme. Elle souffre de douleurs chroniques à la tête, aux jambes, au dos, à l'épaule et à la main. Elle est également dépendante de sa famille, dans son cas de sa sœur, et se sent comme un fardeau. « *Je veux retrouver ma vie d'avant. Je n'ose pas penser à l'avenir. J'ai déjà pensé au suicide, mais je n'ose pas.* »

Ce soir-là, je suis retournée dans ma chambre d'hôtel très luxueuse selon les normes bangladaises et j'ai fondu en larmes.



« Si le système ne fonctionne plus, nous avons besoin de politiques ciblées pour le remettre en état. Autrement dit, c'est au gouvernement de garder les 'années folles' sous contrôle. Non pas en maintenant l'exigence du masque buccal plus longtemps que nécessaire, mais en remettant la priorité, dans nos politiques, sur le soin, cet aspect de notre vie qui a pris tant de place ces derniers mois. »

>>

UN RETOUR DES ANNÉES FOLLES ?

Ce n'est pas un hasard si je suis maintenant perdue dans mes pensées et que je repense à des reportages qui m'ont pris à la gorge. Moi aussi, je veux « retrouver ma vie d'avant ». La crise provoquée par le Covid-19 l'a bouleversée. Nous sommes arrivés à un moment charnière de l'histoire récente. Un moment pour réfléchir, pour se poser, pour pleurer (il n'y a rien de mal à l'admettre), mais aussi pour se projeter, pour espérer et rebondir. C'est le moment de se réjouir de notre (future) vaccination contre ce virus, et de regretter que d'autres, à l'autre bout du monde, aient bien moins accès aux vaccins.

À l'heure où j'écris ces lignes, je viens de recevoir ma convocation à la vaccination. La direction que prendra le monde après ce vaccin, malgré toutes les analyses que j'ai lues et écrites moi-même, reste un mystère pour moi aussi. Allons-nous nous accrocher au calme et à la tranquillité auxquels nous nous sommes habitués ? Les 'années folles' sont-elles vraiment à nos portes ? Et comment regarderons-nous ces années 2020

dans le futur ? Comme un moment de célébration de notre liberté retrouvée et de tous les petits bonheurs l'accompagnant - une poignée de main, un câlin, une réunion de famille, une 'baby shower' maintes fois reportée ? Ou allons-nous seulement assister à une célébration du consumérisme plat, qui viendra combler cette liberté, comme le dicte le système économique ?

Je souhaite une véritable fête populaire, oui, mais une fête où nous resterons prudentes, afin de ne pas oublier tout ce que nous avons appris ces derniers mois : que nous n'avons pas besoin de tant de choses, dans notre garde-robe ou dans nos vies. Pour profiter vraiment, nous avons surtout besoin des autres. D'humanité. D'amour.

OMNIA VINCIT AMOR

J'ai moi-même eu beaucoup de temps pour lire et réfléchir pendant cette période - sur le sujet sur lequel j'écris depuis longtemps et sur toutes les chaînes d'approvisionnement qui, à l'instar de l'industrie textile, sont basées sur des balances commerciales faussées. J'ai lu quantité de livres traitant de façon critique des questions postcoloniales avant, et surtout après, la mort de George Floyd. J'ai affiné mon analyse critique du système capitaliste, notamment à la lecture du célèbre essai *Sapiens* de Yuval Noah Harari, ou de *Stitched Up*, une critique anticapitaliste de la mode, écrite en 2014 par la Britannique Tansy Hoskins et qui sera rééditée sous peu. Et je ne pense pas être la seule à me décrire, sans doute encore plus qu'avant, comme un rat de bibliothèque.

Ces dernières années, de nombreux ouvrages, principalement en anglais, ont été publiés sur la mode durable. Par exemple, *Loved Clothes Last* d'Orsola de Castro, que l'on pourrait traduire par : les vêtements que l'on chérit vivent plus longtemps. Dans l'une des nombreuses sessions *Instagram Live* où elle s'est exprimée, De Castro a déclaré que la crise du Covid-19, à l'instar du Rana Plaza, était un moment de lucidité. Un moment où l'on réalise que le système est biaisé et combien il est nécessaire de redistribuer le pouvoir. Je ne pourrais pas être plus d'accord.

En pleine crise, des milliers de marques ont annulé leurs commandes (leurs promesses !) dans les pays producteurs de vêtements, entraînant des conséquences désastreuses. Plus que jamais, les slogans de durabilité sonnaient creux. Il est devenu évident que la mode durable va bien au-delà du polyester recyclé ou du coton biologique, au-delà des choix de tissus que les grandes marques ne sont que trop heureuses de vanter.

Le développement durable **doit** être durable. Et tout système qui exploite les individus sur base de relations commerciales unilatérales, qui peuvent être décrites comme une relation 'amour-haine' post-coloniale (apprécier ces jobs, alors que les conditions n'ont rien d'enthousiasmant), n'est pas un système durable. Ainsi, le développement durable ne pourra commencer que lorsque l'ordre économique actuel prend fin. Malheureusement, ce n'est pas encore pour demain.

LE TEMPS DES RESPONSABILITÉS

Il est minuit moins une, vous et moi sommes certainement d'accord sur ce point. Mais comment faire pour ne pas atteindre le point de non-retour ? Comment dompter un système devenu omnipotent ? Il s'agit d'une réflexion qui s'adresse davantage aux philosophes et aux économistes éclairés qu'aux journalistes. Je m'en remets donc aux conseils des collaborateur-trices du Mouvement (entre autres), qui ont rédigé ensemble ce magazine. Si le système ne fonctionne plus, nous avons besoin de politiques ciblées pour le remettre en état. Autrement dit, c'est au gouvernement de garder les 'années folles' sous contrôle. Non pas en maintenant l'exigence du masque buccal plus longtemps que nécessaire, mais en remettant la priorité, dans nos politiques, sur le soin, cet aspect de notre vie qui a pris tant de place ces derniers mois.

En ce moment même, une législation est en cours d'élaboration sur le devoir de vigilance tout au long des chaînes de production, tant au niveau national qu'europpéen. Cette chaîne, c'est tout le chemin parcouru par les vêtements, le cacao ou les piles au lithium avant qu'ils ne finissent dans nos armoires, nos estomacs ou nos appareils électroniques. Car il y a de quoi s'inquiéter sérieusement du chemin parcouru par ces produits. Grâce à ce devoir de vigilance, les entreprises sont responsables des produits qu'elles vendent et produisent (ou font produire) tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. Non seulement dans leur propre pays, mais aussi à l'autre bout du monde. Entre leurs murs, mais aussi chez leurs sous-traitants, avec lesquels les entreprises prétendent trop souvent ne pas savoir qu'elles travaillent. Et dans de nombreux cas, il ne s'agit même pas d'un mensonge - ce qui rend la situation encore plus préoccupante.

Après l'effondrement du Rana Plaza, les enquêteur-trices ont cherché des preuves dans les décombres. Ils y ont trouvé des étiquettes de marques, celles-ci ignoraient totalement qu'elles avaient une part de production dans cette usine. Il est clair que cela pose problème : si des personnes comme Mahmudul et Nulifar ne sont même pas reconnues par les entreprises pour lesquelles elles confectionnent des vêtements, dans quelle mesure sont-elles protégées ? Malheureusement, nous connaissons déjà la réponse à cette question, compte tenu de l'histoire. Bien trop peu.

Si nous décrivons à la fois le Rana Plaza et le Covid-19 comme des points de non-retour, des moments de l'histoire où nous réalisons que quelque chose doit et va changer, que signifie la mise en œuvre d'une telle législation ? Un tournant, un moment historique sans précédent ? Ou bien s'agit-il d'une énième mesure prise avec des lunettes post-coloniales sur le nez, où l'on envisage des changements structurels mais où si peu change dans la pratique ?

Ceci aussi est une question pour l'avenir, une analyse pour les historiens et historiennes de demain. Mais, ne nous laissons pas décourager par ce calendrier. L'avenir commence aujourd'hui. Petits et grands acteurs progressent de plus en plus rapidement. Les objectifs de développement durable ne peuvent plus être ignorés des cadres politiques et des stratégies de marque. L'appel à la durabilité est présent dans toutes les publicités de nos jours, ce qui peut me rendre à la fois très cynique, mais également très optimiste.

Aujourd'hui, je choisis l'optimisme. Une étape importante et longtemps attendue, un texte de loi qui a fait l'objet de nombreuses négociations, est effectivement en cours d'élaboration. Les conséquences ne sont pas encore prévisibles, mais je suis convaincue que cela profitera aux droits. Des millions de travailleurs et travailleuses, dans tous les secteurs et partout dans le monde, méritent mieux. Des milliards de personnes méritent mieux.

Sarah Vandoorne est une journaliste indépendante spécialisée dans l'industrie textile. La durabilité, c'est son cheval de bataille. Toutefois, elle écrit principalement sur l'injustice et le sentiment d'impuissance qui règnent dans l'industrie textile, depuis la plantation de coton jusqu'à notre garde-robe. Elle a réalisé des reportages au Bangladesh, en Indonésie et au Maroc. Une fois la crise du Covid-19 passée, elle envisage de partir pour un prochain reportage en Inde.



Texte: Géraldine Dezé - Jennifer Van Driessche - Photos: WSM – achACT - Kristof Vadino



Depuis des années, le MOC lutte contre la triple domination: capitalisme, patriarcat et racisme. Sa campagne de 2021 interpellera sur l'impact de ce système dans la vie quotidienne des personnes racisées au travers de thématiques spécifiques: travail, santé, logement, police, ... Ce sera donc la domination raciste, beaucoup plus invisibilisée dans notre société ainsi que dans le Mouvement, qui sera principalement abordée.

« Raciste malgré moi » est une campagne d'éducation permanente du CIEP, du MOC et du service diversité de la FEC. Ensemble, déconstruisons le racisme structurel !

ESPAGNE: LA MEILLEURE VUE, LA PLUS GRANDE PISCINE... ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉCENTES ?

Puisque les géants de la réservation en ligne tels que Booking.com ou TripAdvisor ont refusé d'inclure les conditions de travail du personnel dans les critères et évaluations des hôtels à leur invitation, le syndicat espagnol des femmes de chambres a décidé de lancer... sa propre plateforme de réservation ! Leur campagne de *crowdfunding* est en passe d'atteindre l'objectif fixé à 90.000 €. Pour répondre aux critères de « Las Kellys », les établissements sont tenus de respecter l'accord national sur les salaires et les conditions de travail, se conformer aux règles de santé et de sécurité, avoir une politique d'égalité des salaires, employer des personnes vulnérables et ne pas avoir recours à la sous-traitance. Alors, à quand la même en Belgique ?

Pour suivre leur campagne: www.goteo.org/project/las-kellys



SAVE THE DATE QUINZAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dans le cadre de la Quinzaine de la Solidarité internationale de la Ville de Bruxelles, WSM et la Commission Justice et Paix co-organisent une conférence-débat « Travail décent : rêve ou réalité ? », en présence de Luc Cortebecq (président de l'OIT), de Fabien Habimana (WSM), de Sara Ceustermans (WSM) et de Peter Pawlicki (Electronics Watch). Nous voulons éclairer la logique mondialisée du système capitaliste et démontrer dans quelle mesure nous sommes connecté-es à des personnes physiquement éloignées; mais aussi comment nous pouvons avoir un impact concret et améliorer les conditions de vie de ces personnes.

Quand ? Lundi 11 octobre 2021 à 18h

Où ? Tour à Plomb – Rue de l'Abattoir, 24 - 1000 Bruxelles.

Plus d'infos sur notre site web www.wsm.be



22 AVRIL SEPTEMBRE

On avance ! Le **22 avril 2021**, alors que le Bundestag en Allemagne adoptait une loi sur le devoir de vigilance des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement, le Parlement fédéral belge a lui voté en faveur de la prise en considération d'une proposition de loi allant dans le même sens. Déposée par le PS, elle a été cosignée par Vooruit, Ecolo-Groen et le CD&V. Un parcours parlementaire important débute donc ! Le **22 septembre**, ce projet de loi faisait l'objet de discussions en commission parlementaire. Outre des interventions d'Olivier De Schutter, des organisations patronales, JBC et des 3 syndicats belges, le CNCD-11.11.11 et WSM ont porté la voix de la société civile pour soutenir le vote d'une telle loi. Prochaine étape: enfin un vote crucial en faveur de plus de transparence et de respect des droits humains ? Nous suivons cela de près !

Forum
AFRIQUE-BELGIQUE
Solidaire



Le 4 décembre 2021, La Mutualité chrétienne Saint-Michel, en partenariat avec Énéo, WSM et la Ville de Bruxelles, organise la première édition du **Forum Afrique-Belgique Solidaire**. Le thème de cette année: « **La santé, l'affaire de tous ?** ». Le but est de susciter et d'enrichir la réflexion sur l'accès aux soins de santé, en mettant l'accent sur la solidarité internationale dans ce domaine, et d'appuyer l'importance d'une protection sociale pour tout le monde. L'événement mettra en lumière la Musosa (Mutuelle de solidarité pour la santé) et son action au Nord-Kivu, que la MC Bruxelles soutient depuis 2010. C'est aussi l'occasion de se rassembler dans une ambiance détendue et musicale. Soyez au rendez-vous de ce grand événement de la solidarité !

Quand ? Samedi 4 décembre 2021, de 10h à 18h30

Lieu: Tour à Plomb – Rue de l'Abattoir, 24 - 1000 Bruxelles. Accessible aux PMR

Inscription obligatoire: Forum Afrique-Belgique Solidaire | Mutualité chrétienne (mc.be)

Participation gratuite au forum. Les bénéficiaires du repas solidaire organisé par les volontaires d'Énéo serviront à financer un projet de la Musosa.



UNE OPINION DE SANNA ABDESSALEM,
COORDINATRICE DE LA PLATEFORME ACHACT

GRANDE VICTOIRE POUR LA SÉCURITÉ DE MILLIONS DE TRAVAILLEUR-EUSES DE L'HABILLEMENT

Depuis le 1^{er} septembre 2021, un **nouvel Accord international sur la santé et la sécurité dans l'industrie textile et de l'habillement au Bangladesh est entré en vigueur ! La plateforme achACT et son réseau international, la Clean Clothes Campaign, se réjouissent de cette grande victoire pour l'amélioration des conditions de travail dans l'industrie de l'habillement. Signé, aujourd'hui, par une grosse centaine d'enseignes de mode, nous devons encore mobiliser tous nos efforts pour que le plus grand nombre possible d'entreprises s'engagent dans ce nouvel Accord.**



Suite à l'effondrement du Rana Plaza, à Dacca au Bangladesh, cette catastrophe qui avait fait 1.138 victimes et plusieurs milliers de blessé-es le 24 avril 2013, un accord historique avait vu le jour: l'Accord Bangladesh. 200 entreprises s'étaient ainsi engagées pour améliorer les conditions de sécurité et la lutte contre les incendies dans les usines de production bangladaises. Cela a permis de couvrir 1600 usines et plus de 2 millions de travailleur-euses.

En 2021, huit ans après le Rana Plaza, alors que les entreprises initialement engagées étaient prêtes à laisser expirer l'Accord Bangladesh sans solution valable pour lui donner suite, le travail des organisations syndicales locales et internationales, la mobilisation des organisations de défense des droits des travailleur-euses, dont nous faisons partie, ont permis de franchir une étape cruciale. Un nouvel accord international sur la santé et la sécurité dans l'industrie textile et de l'habillement est lancé. Il maintient les acquis de l'Accord Bangladesh mais surtout, il permet d'élargir le champ d'action à d'autres pays de production de vêtements. C'est une avancée majeure !

Des pays comme le Pakistan font régulièrement face à des incidents meurtriers dans les usines de confection. Dernièrement, ce sont des travailleur-euses au Maroc et en Egypte qui ont perdu la vie sur leur lieu de travail.

Seule une mobilisation large nous permettra de contraindre les marques et enseignes de mode à exercer leurs devoir de vigilance et d'aller encore plus loin dans l'amélioration des conditions de travail dans leurs filières. On compte sur vous !

KEO

KEO SAMOEUN EST COUTURIÈRE DANS UNE USINE DE VÊTEMENTS À PHNOM PENH, AU CAMBODGE. ELLE TÉMOIGNE DE SA SITUATION APRÈS UNE ANNÉE DE PANDÉMIE.

« Je travaille à l'usine depuis que j'ai seize ans. En tant que mère célibataire, je suis le seul soutien de famille. J'ai besoin de mon travail pour m'occuper de mes deux enfants. Je veux qu'ils puissent étudier.

Je travaille dans le département des chemises pour hommes, mais nous fabriquons aussi des pulls, des vestes et des robes pour enfants. Nous travaillons pour Lacoste, Next et M&S. Avant la pandémie, tout allait bien. Le salaire minimum était passé à 190 dollars par mois. Je faisais beaucoup d'heures supplémentaires. De ce fait, je gagnais parfois jusqu'à 400 dollars par mois.

L'année dernière, mon usine a fermé deux fois. La première fois, nous avons reçu 60 % du salaire minimum. A la deuxième suspension, nous n'avons obtenu que 70 dollars ! C'était dur. Beaucoup de mes collègues faisaient alors aussi de la vente de rue pour compléter leurs revenus. Moi, j'ai pu travailler dans une autre usine pendant un certain temps.

Pourquoi est-ce que j'ai rejoint le syndicat ? Le syndicat offre son soutien. Ils ont également fourni des colis alimentaires. J'ai vu que le syndicat fait toujours office de médiateur lorsqu'il y a des problèmes dans l'atelier. Mais il est difficile de convaincre les gens de s'affilier. Ils craignent que les usines fassent faillite.

J'espère que les marques de vêtements passeront davantage de commandes au Cambodge. Nous n'aurons donc plus à craindre que notre usine ferme. Les vêtements que je couds vont aussi en Europe. J'espère que les citoyen-nes sur place pourront faire pression sur les marques, afin qu'elles ne laissent pas tomber le Cambodge et sa population. »

Le journaliste Ate Hoekstra a interviewé Keo Samoeun à Phnom Penh à l'automne 2020.

PHOTO / Enric Catalá

Aujourd'hui, on estime que 60 millions de personnes travaillent dans l'industrie textile et que la majorité d'entre elles ne perçoit pas un salaire décent, cumulant les heures supplémentaires et les petits boulots pour échapper à l'extrême pauvreté. Quels sont les salaires payés pour fabriquer votre T-shirt, votre pantalon ? Quelles sont les marques qui font les efforts nécessaires ? Avec la *Clean Clothes Campaign*, achACT a développé un nouvel outil, le *Fashion Checker*: en quelques clics, cet outil nous donne accès aux données des filières d'approvisionnement des plus grandes marques du monde de l'habillement !

Foncez sur fashionchecker.org pour tester et interpeller vos marques préférées.

Demandons-leur de payer un salaire vital pour des vêtements faits dans la dignité: #LivingWageNow !



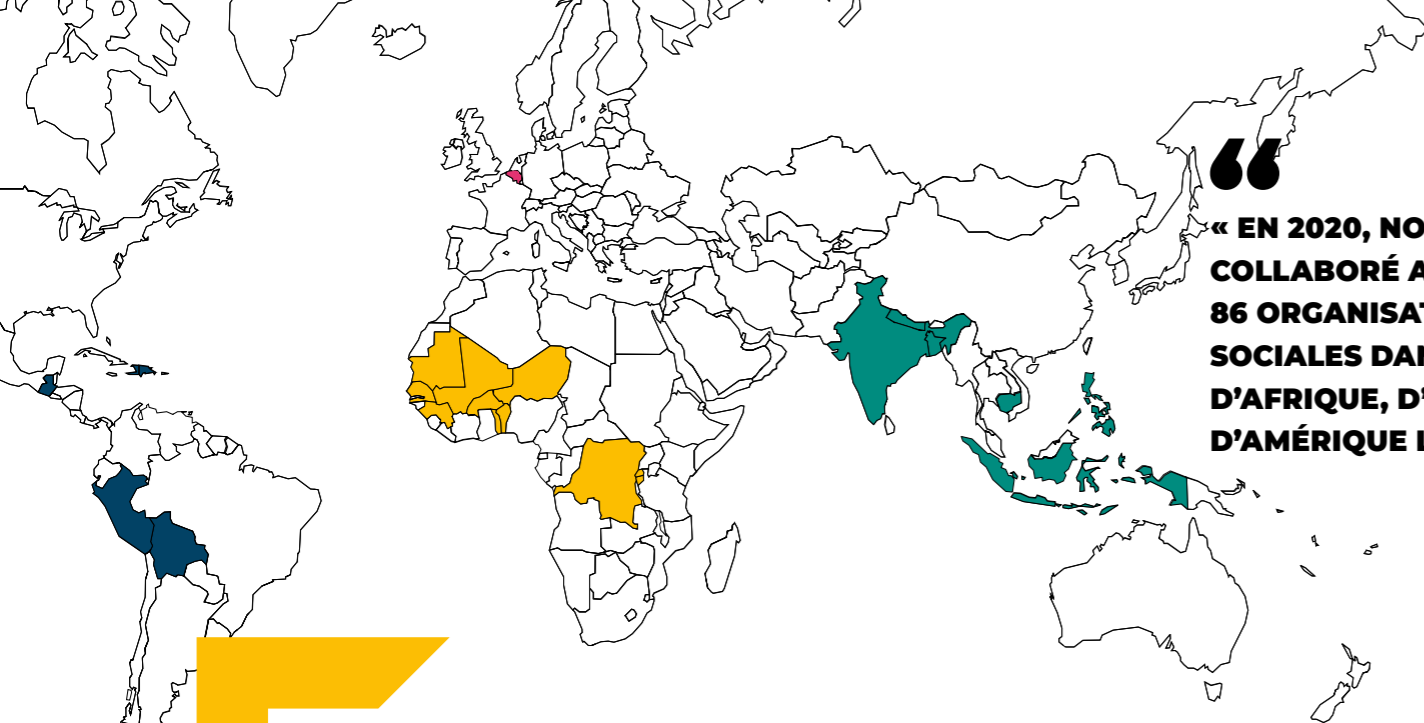
BIENVENUE DANS LE RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020 DE WSM.

Un rapport annuel est un instantané. Un puzzle se fait étape par étape. L'ensemble ne devient visible qu'au bout d'un certain temps et avec du recul. Ce qui est certain, c'est que ce puzzle ne sera jamais terminé. Et quiconque œuvre pour une société durable et inclusive finit inévitablement par approcher la coopération internationale. Cette année 2020 nous l'a prouvé plus que jamais: nous sommes de plus en plus connectés-es.

WSM
We Social Movements

TEXTES / Nancy Govaerts / Jennifer Van Driessche / Marie Raida / Katrien Liebaut
PHOTOS / WSM / Shutterstock

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020



« EN 2020, NOUS AVONS COLLABORÉ AVEC 86 ORGANISATIONS SOCIALES DANS 22 PAYS D'AFRIQUE, D'ASIE ET D'AMÉRIQUE LATINE. »

2020 EN CHIFFRES

Comme chaque année, nous vous donnons ici un aperçu de nos chiffres. Nous y sommes tenus par nos donateur-trices. Mais nous le faisons volontiers. Car la transparence est importante pour nous: elle nous permet de montrer que nos ressources financières sont gérées correctement et avec prudence.

LES RECETTES

Fonds publics: 6.735.622 euros

Pour tous nos subsides, un programme pluriannuel minutieusement élaboré a été approuvé au préalable par les autorités fédérales et autres. Ce programme décrit clairement l'ensemble de nos activités et de nos résultats. Chaque euro dépensé est justifié, sur base annuelle, à nos autorités subsidiaires. 2020 était la quatrième année de notre programme pluriannuel fédéral, qui a débuté en 2017 et se poursuivra jusqu'en 2021.

Nos ressources publiques en détail

// Subsides publics fédéraux:

6.088.139 euros

// Subsides des autorités régionales (communes, villes, provinces, régions et subsides à l'emploi): 647.483 euros

Autres recettes: 3.112.418 euros

En regard des fonds publics, notre organisation doit garantir un pourcentage de fonds propres. En outre, un certain nombre de nos projets sont mis en œuvre en utilisant uniquement nos fonds propres. En plus de nos subsides, nous essayons donc de récolter le plus

de recettes possible auprès d'autres donateurs. De cette façon, nous restons en bonne santé et indépendants. En 2020, nous sommes parvenus à générer près de 32 % de fonds propres.

Nos fonds propres en détail

Recettes de dons et ventes: 432.736 euros

Un tout grand merci pour votre fidèle contribution. Pas moins de 2.118 particuliers et 192 organisations ont apporté ensemble 432.736 euros.

Accords pluriannuels: 2.573.561 euros

Nous pouvons également compter sur des ressources basées sur des accords pluriannuels avec 41 partenaires dans et en dehors du Mouvement ouvrier chrétien. WSM a reçu des fonds grâce à des accords conclus avec:

// CSC, MC, Femma, kwb, KAJ, beweging.net, MOC, BRS et la banque vdk et autres: 1.369.802 euros

// Fonds syndicaux et centrales syndicales, mutuelles régionales, organisations constitutives régionales: 1.031.125 euros

// 11.11.11, la coupole flamande d'organisations Nord-Sud : 152.349 euros

// CNCD-11.11.11, la coupole francophone d'organisations Nord-Sud/WBI: 34.491 euros

Un aperçu de tous nos partenaires structurels est repris sur notre site Web wsm.be.



Merci !

LES DÉPENSES

Coopération en Afrique, Asie et Amérique latine: 6.855.757 euros

Ce montant, qui représente 72 % de l'ensemble, nous permet de poursuivre notre lutte contre la pauvreté et les inégalités et en faveur du travail décent et d'une protection sociale pour toutes et tous, aux côtés de 86 organisations sociales telles que des syndicats, des mutualités, des organisations de femmes et de jeunes dans 22 pays. Une partie de ces moyens est consacrée à la collaboration thématique de nos partenaires entre eux, dans le cadre du réseau international pour le droit à la protection sociale, INSP!R.

Soutien à la vision de WSM: 1.648.931 euros

Le travail décent et la protection sociale sont les clés pour mettre fin à la pauvreté de manière durable. Telle est notre vision et nous souhaitons convaincre le plus de gens possible, tant en Belgique qu'auprès d'un certain nombre d'instances internationales. Nous le faisons par le biais de la sensibilisation, de la formation et du plaidoyer politique.

Garantie de qualité et transparence de notre fonctionnement: 856.670 euros

La qualité, la transparence et une bonne communication sont pour nous des priorités importantes. En 2020, nous avons consacré 9 % de nos ressources à l'administration générale de notre organisation. Cela comprend notamment le service financier, la gestion du personnel, un appui qualité permanent et la coordination générale, qui garantissent la qualité de notre travail.

Garantie des moyens: 206.312 euros

Nous avons consacré 2 % de nos ressources à la récolte de fonds auprès de nos donateurs structurels et privés. Ce montant nous a permis de mener de nouvelles actions et de garantir un rapportage de qualité vis-à-vis de l'ensemble de nos donateur-trices.

gique aussi, les activités n'ont pas pu se dérouler normalement à partir du mois de mars. Les échanges, les moments d'apprentissage, les séminaires, la communication et les réunions en direct ont dû être organisés en mode numérique.

Au cours de l'année écoulée, un peu moins de ressources propres collectées par WSM sont allées aux continents. Cela est dû d'une part au retard dans la mise en œuvre des activités; d'autre part, un certain nombre d'initiatives plus modestes, telles que l'étude achevée en Afrique centrale, ont pris fin au cours de l'année. Un petit programme de l'UE a été légèrement retardé pour la *Schone kleren campagne*. Tout cela s'est traduit par une diminution de 6 % des dépenses totales par rapport à l'année 2019.

Le total des recettes en 2020 était inférieur d'1,5 % à celui de 2019. Les subsides fédéraux ont légèrement diminué. Mais le budget global du gouvernement au cours de cette quatrième année de notre programme quinquennal était presque le même qu'en 2019, suite au démarrage de deux programmes de l'UE au Sénégal et au Népal et d'un programme spécial Covid-19 de Bruxelles-International en Inde. Les recettes des accords structurels sont en accord avec le budget prévisionnel, sous réserve d'une légère baisse. Malgré la crise, nous avons pu continuer à compter sur la solidarité de nos donateur-trices privé-es et sur quelques aubaines; nous avons donc obtenu le montant souhaité en dons et bénéficié

d'un leg en notre faveur. Votre générosité suite à nos appels aux dons a également permis de financer des initiatives spécifiques liées au Covid-19.

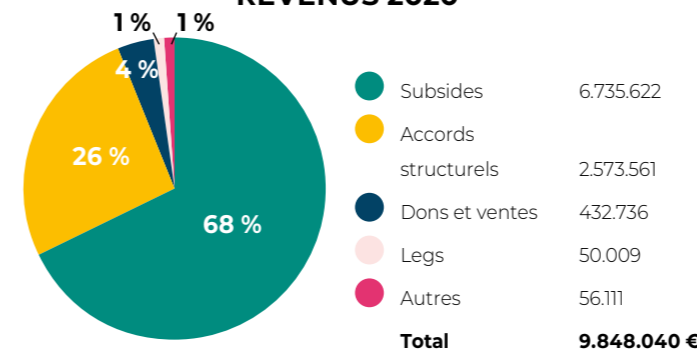
WSM a clôturé l'exercice 2020 mieux que prévu avec un résultat positif de 280.369 euros. Ce résultat renforce le résultat positif reporté. En 2021, en raison de la pandémie de Covid-19, nous attendons un peu moins de recettes hors subsides. Le résultat positif de 2020 permettra également à nos partenaires dans les continents de mettre en œuvre l'intégralité des programmes en 2021 et, éventuellement, de proposer des activités supplémentaires pour les personnes en situation de grande vulnérabilité. Malheureusement, ce groupe risque de croître, car les conséquences économiques de la pandémie menacent de s'éterniser pendant de nombreuses années. *Nous ne laisserons personne de côté.*



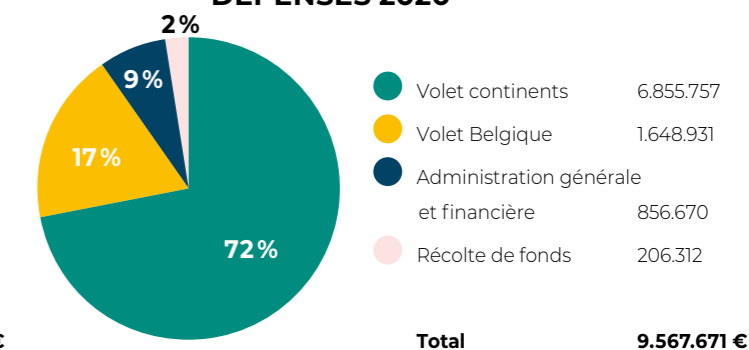
WSM est membre de l'AERF, l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds.

L'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds offre des garanties de qualité morale dans les récoltes de fonds ainsi que la transparence des comptes de ses membres. Elle vérifie si une organisation récolte ses fonds de manière éthique et responsable. Chaque année, l'AERF effectue un contrôle des chiffres de ses membres. En 2020, nous avons de nouveau obtenu un bon résultat au contrôle effectué par l'AERF.

REVENUS 2020



DÉPENSES 2020





2020 fut une année particulièrement riche en défis ! Au départ, la pandémie Covid-19 a semblé un grand obstacle à la réalisation de nos activités de sensibilisation et de mobilisation, mais les mois passant, la créativité et une grande agilité nous ont permis de belles réalisations. Le numérique est devenu le mot-clé... Dans le même temps, l'idée que la protection sociale fonctionne, que nous défendons depuis des années, s'est lentement mais sûrement infiltrée dans presque tous les salons. Découvrez avec nous le bilan d'une année définitivement hors normes...

JANVIER: UN VOYAGE D'IMMERSION HAUT EN COULEURS AU SÉNÉGAL

Début 2020, avant le grand tournant imposé par les différents confinements, quatorze personnes issues de la CSC, des JOC, de la Mutualité chrétienne et du CIEP-MOC de Verviers-Eupen-Liège se sont rendues au Sénégal. Ces deux semaines furent ponctuées d'échanges et de rencontres avec les partenaires de WSM: la CNTS (syndicat), le GRAIM (appui aux mutuelles de santé) et AJE (organisation de jeunesse). Un séjour d'immersion riche en découvertes des réalités économiques, sociales et culturelles du pays, avec pour fil rouge la santé, la protection sociale, les droits du travail et des jeunes. Jérëjéf (merci en wolof) à toutes et tous !

COVID-19: OU L'ÉNORME GRAIN DE SEL DONT ON SE SERAIT BIEN PASSÉ

C'est sûr et certain, l'année 2020 aura été rythmée par un virus aux initiales barbares. Comme le reste du monde, l'équipe de WSM aura dû s'adapter, faire preuve d'ingéniosité et de créativité pour continuer à mener son travail. Campagne sur les réseaux sociaux, formations sur Zoom ou encore HomeRUN depuis la maison: on se souviendra toutes de cette année particulière...

EN CAMPAGNE POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

A l'occasion des 75 ans de la sécurité sociale, le MOC et ses organisations constitutives se sont lancés dans une campagne de sensibilisation grand public sur le rôle crucial que la sécurité sociale et ses différentes branches jouent, surtout en temps de crise. WSM s'est associée à la dynamique en y apportant les aspects de réflexion sur l'international. Au menu de cette campagne un peu particulière: des webinaires rivalisant d'intérêt, une page Facebook débordante d'infos, un dossier de campagne complet et un dépliant ludique (que vous avez d'ailleurs pu retrouver dans le WSM mag 4. Merci à toutes et tous pour votre participation ! La sécurité sociale, notre meilleure protection face aux crises !

BIENVENUE AU WSM MAGAZINE !

A vous qui lisez ces lignes, vous vous en êtes forcément rendu compte: le *Ici & Là-Bas* a laissé la place au *WSM magazine*. Dernier né du changement d'identité visuelle opéré par WSM (ex-Solidarité Mondiale), le *WSM mag*' se présente dans un format plus aéré, avec de nouvelles rubriques originales. Bien sûr, nos objectifs restent les mêmes: exprimer haut et fort la nécessaire solidarité entre les mouvements sociaux partout dans le monde et rapprocher nos lecteur-trices du terrain !

UNE NOUVELLE MALLETTE PÉDAGOGIQUE POUR QUESTIONNER LES INÉGALITÉS

Produit d'un long travail avec un collectif d'associations dont WSM fait partie, la dernière mallette pédagogique du CNCD-11.11.11. sur le thème des (in)égalités mondiales a vu le jour en mars 2020. Elle rassemble dix-huit outils destinés à comprendre les mécanismes à la source des inégalités mondiales, en réaliser les effets et identifier des leviers de changement. Parmi eux, deux outils (co-)créés par WSM: *Sampheap, les salaires de la faim à la barre !*, un jeu de rôle pour questionner les inégalités salariales, et *Le jeu de la bobine*, qui met en lumière les liens tissés autour de la figure de la petite culotte. Pssst... il est toujours possible de vous la procurer !

UN OUTIL SUR LES BONNES PRATIQUES EN TERMES D'ÉGALITÉ DES GENRES

L'égalité des genres, WSM et ses partenaires en ont fait un thème transversal de travail. C'est ainsi que le *Carnet de route vers l'égalité des genres* a vu le jour en 2020: il s'agit d'un manuel de partage de réflexions et bonnes pratiques sur quatre continents et décliné en quatre langues. Mélangeant théorie et pratique, il se veut un guide pour lancer une réflexion approfondie avec nos organisations partenaires sur les étapes concrètes à mener pour atteindre l'égalité de genre. Cas inspirants, leçons apprises, conseils et recommandations concrètes, cet outil tout terrain est à retrouver sur wsm.be !

UNE ORGANISATION EN RÉSEAUX

C'est officiel ! Le réseau thématique international sur le droit à la protection sociale, composé de WSM et de ses organisations partenaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine, devient INSP!R. De plus, 2020 fut aussi l'occasion d'établir ensemble les priorités pour le prochain programme de coopération de 2022-26. Des séminaires *online* géants, rassemblant 97 partenaires, répartis dans 24 pays et sur 4 continents, furent organisés en novembre et décembre. Plus connectés que jamais... Changeons la donne !

L'INTERNATIONALISATION EN CHIFFRES

26 activités de sensibilisation sur les droits du travail et le droit à la protection sociale, en distanciel et en présentiel / **300** personnes formées / **400** personnes sensibilisées / **47** mentions de nos activités dans la presse du Mouvement / **Plus de 1.000** lecteur-trices de notre revue, *WSM magazine* / **Près de 34.000 €** de l'Opération 11.11.11. pour WSM, grâce à nos volontaires / 1 échange interculturel / Avec l'action **#PayYourWorkers** - une fresque dans la rue Neuve de Bruxelles (18/11) et une action en ligne lors du Black Friday (26/11), nous avons à nouveau défendu des salaires décents pour les travailleur.euses de l'habillement, également pendant la pandémie.



Un salaire vital pour les travailleur-euses de l'économie formelle et informelle. Des allocations en cas de maladie, de grossesse ou de retraite. Une alimentation suffisante et saine pour les agriculteur-rices et les maraîcher-ères, transformée et stockée en lieu sûr, pour pouvoir survivre même en période de pénurie. La création de mutuelles pour que de plus en plus de personnes aient accès à des soins médicaux abordables et de qualité. Les mouvements sociaux en Afrique s'engagent pour une vie digne, jour après jour.

“

« Si vous prenez des mesures qui affament la population, elles finiront par être bafouées sans permettre d'atteindre les objectifs. »

Patrice Talon, président du Bénin

2020 a été une année particulièrement difficile. Une année qu'on retiendra dans les livres d'histoire. Nous avons été obligé-es de rester chez nous. Dans le meilleur des cas, nous avons continué à travailler. Et celles et ceux qui ont dû fermer leur entreprise ont été indemnisé-es. Nous avons appris à 'danser' avec le virus, au fil des vagues qui se succédaient. Entretemps, des vaccins ont été développés en urgence, afin que nous puissions retourner au plus vite au 'royaume de la liberté'. Au moment d'écrire ces lignes, 70,31 % de la population belge est complètement vaccinée. Les pays africains flirtent plutôt avec les 2 à 3 %. Sans vouloir minimiser la gravité de notre situation et les nombreux défis auxquels nous sommes également confronté-es, nous devons reconnaître qu'ils sont peu de choses face aux défis auxquels ce continent doit faire face.

La protection sociale nous a sauvé-es. En Afrique, à peine 17,4 % de la population a accès à (au moins) une mesure de protection sociale (par exemple, le remboursement des frais médicaux, ou une forme quelconque de pension ou de congé de maternité). Le système de santé est insuffisant. Et il n'y a pas que le coronavirus qui empoisonne la vie (sociale). Ebola a également refait surface, en plus du paludisme et d'autres menaces qui existaient depuis déjà un certain temps.

Fin mars 2020, les premières mesures ont été prises en Afrique pour lutter contre le Covid-19. Pays après pays ont décidé de fermer les marchés, les magasins et les écoles, un couvre-feu a été imposé et les citoyen-nes ont été invité-es à rester chez eux-elles, à se laver les mains autant que possible et à garder leurs distances.

De Kinshasa à Dakar, en passant par Cotonou, le constat était le même: les mesures de quarantaine sont difficiles, voire impossibles, à faire respecter. La grande majorité de la population n'a pas d'emploi permanent et se débrouille par elle-même pour obtenir un revenu. Il n'y a pas de salaire et certainement pas d'allocations pour celles et ceux qui ne peuvent pas travailler, donc pas de nourriture, pas de soins médicaux, rien. Rester à la maison n'est tout simplement pas une option. *« Si vous prenez des mesures qui affament la population, elles sont vouées à être ignorées et nous n'obtiendrons jamais de résultats. »*, a déclaré Patrice Talon, Président du Bénin, le 29 mars 2020. Il a refusé de contraindre la population à rester chez elle, car il leur aurait été impossible de respecter cette mesure.

Malgré la pandémie, les organisations avec lesquelles WSM travaille ont réussi à réaliser la majorité de leurs activités prévues. Parfois en réorientant sur le Covid-19, les risques et les mesures de protection appropriées, les thèmes sur lesquels ils font habituellement de la sensibilisation (travail décent et protection sociale). Parfois en dépensant des investissements prévus pour la production d'affiches, l'achat d'équipements de protection ou la distribution à leurs membres de colis alimentaires, de gel hydroalcoolique et de savon. Voici quelques exemples.

Au **Bénin**, des étudiant-es ont découpé et cousu des masques buccaux réutilisables pour les distribuer largement. En **RD Congo**, l'organisation de personnes âgées WAVE a distribué des colis alimentaires. Au **Rwanda**, l'association de personnes âgées ARR a négocié le paiement des retraites avec les banques, malgré la fermeture obligatoire des bureaux. Les mutuelles ont promu les mesures de prévention. Par exemple, l'UTM au **Mali** a traduit les mesures dans différentes langues locales et a utilisé des pictogrammes que tout le monde peut comprendre et appliquer. GRAIM au **Sénégal** a organisé des émissions de radio sur une radio locale de jeunes avec un artiste connu. Ils ont ouvert le thème à la discussion avec un public qui serait autrement difficile à atteindre.

La crise Covid-19 confirme une fois de plus la valeur ajoutée du travail de mouvements sociaux engagés. Elle illustre aussi clairement à quel point la protection sociale est vitale. Les organisations de notre réseau sont donc plus que jamais engagées dans le nouveau programme qui a été préparé en 2020 et soumis à l'autorité subsidiaire pour travailler sur une protection sociale accessible et universelle.

L'AFRIQUE EN CHIFFRES

En 2020, WSM a collaboré avec **47** organisations dans **11** pays africains. En Afrique de l'Ouest, c'était la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Sénégal, la Guinée, le Burkina Faso, le Togo et le Bénin. En Afrique centrale, c'était la R.D. Congo, le Rwanda et le Burundi. De toutes les ressources WSM pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, **65 %** sont allés en Afrique. Ensemble, ces organisations ont touché **6,23 millions** de personnes. Un total de **184.000 euros** est allé à des activités liées au Covid-19.



Sur le premier continent touché par la pandémie, si le Covid-19 a contrarié toute une série de processus, il a également donné lieu à des mobilisations courageuses de la part de nos partenaires sur le terrain pour soutenir les plus vulnérables. Tour d'horizon.

“

« Nous rappelons notre revendication d'augmenter le budget du système de santé publique à au moins 5 % du PIB, comme le recommande l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Cela rendra les soins de santé accessibles à la population et ralentira les infections au Covid-19. »

M. Robert Mendoza, président national de l'AHW, Philippines

Face à la menace virale, les gouvernements ont dû s'appuyer sur les infrastructures de santé et de protection sociale existantes, et celles-ci se sont révélées clairement insuffisantes, dans une région du monde (Asie-Pacifique) où seuls 44,1 % de la population sont couverts par au moins une prestation de protection sociale*.

Les travailleuses de la santé aux Philippines, les travailleuses migrantes et de l'habillement en Indonésie, le secteur informel en Inde, dont les travailleuses domestiques, parmi d'autres, ont dû faire face à une situation d'extrême vulnérabilité, augmentant de jour en jour avec les confinements.

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. À leur propre initiative, de nombreuses organisations partenaires de WSM se sont immédiatement mobilisées sur le terrain. Pour les soutenir dans leurs efforts, les partenaires de WSM ont pu réorienter une partie de leur budget à des activités liées au Covid-19.

DE L'AIDE ALIMENTAIRE AU PLAIDOYER POLITIQUE

- // Au **Bangladesh**, GK a distribué des colis alimentaires, des masques buccaux et a développé un test de dépistage du Covid-19 afin de limiter les contaminations. Le syndicat du secteur de l'habillement NGWF a distribué de la nourriture, du savon et des masques aux travailleuses textiles sans emploi.
- // Les partenaires **indiens** de WSM ont adressé une carte blanche à leur Premier Ministre pour attirer son

attention sur la situation des travailleuses de l'économie informelle. Les équipes de notre organisation partenaire AREDS en **Inde du Sud** se sont rendues – équipées de gants et masques de protection – jusqu'au domicile des personnes âgées pour veiller à ce que leur soit payée leur allocation de vieillesse. Outre la fourniture de colis alimentaires, le mouvement des travailleuses domestiques NDWM a attiré l'attention des médias sur la situation critique de milliers d'entre elles-eux.

- // Aux **Philippines**, le syndicat des professionnels de la santé Alliance of Health Workers (AHW) a déposé plainte auprès du gouvernement philippin: « Nos collègues agents de santé de différents hôpitaux publics ont signalé que les approvisionnements en équipements de protection provenant du ministère étaient insuffisants et qu'ils-elles dépendent toujours de dons privés », a déclaré M. Robert Mendoza, président national de l'AHW. « Nous

rappelons notre revendication d'augmenter le budget du système de santé publique à au moins 5 % du PIB, comme le recommande l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Cela rendra les soins de santé accessibles à la population et ralentira les infections au Covid-19. »

- // Au **Népal**, les syndicats NTUC et GE-FONT ont offert une aide alimentaire à leurs membres dans le besoin, et donné également des conseils de prévention à un maximum de gens. Ils ont par ailleurs négocié un accord avec le gouvernement concernant des mesures d'appui pour les personnes en chômage technique.
- // En **Indonésie** enfin, le syndicat KSBSI a négocié avec les employeur-euses pour mettre en place des mesures d'hygiène et de sécurité dans les entreprises et les usines. KSBSI a aidé également ses membres à collecter des données sur les travailleuses licenciées afin qu'elles puissent être enregistrées pour une compensation.

L'ASIE EN CHIFFRES

En 2020, WSM a collaboré avec **20** organisations dans **6** pays en Asie: le Népal, le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie et les Philippines. De toutes les ressources WSM pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, **19 %** sont allés au continent asiatique. Ensemble, ces organisations ont touché plus de **4,3 millions** de personnes grâce à des actions de sensibilisation, de mobilisation, de formation, de conseil, de recherche ou de plaidoyer, en faveur de meilleures conditions de travail, de l'accès à des soins médicaux abordables et de qualité, et du vote de lois et règlements garantissant plus de droits. Un total de **59.440,99 euros** est allé à des activités liées au Covid-19.

* Rapport mondial OIT sur la protection sociale (2020-22)



« Même en plein chaos, on peut obtenir des résultats positifs. »

Julio Jimenez, du syndicat CGTG, Guatemala.

Covid ou pas Covid, la vie suit son cours. Les gens doivent manger, acheter des vêtements et s'assurer d'avoir un toit au-dessus de leur tête... Faire en sorte que le plus grand nombre de personnes possible sortent indemnes de la crise et éviter l'extrême pauvreté sont devenus des priorités absolues pour les organisations latino-américaines de notre réseau.

Elles ont distribué des équipements de protection et organisé des campagnes de prévention. Quiconque se retrouvait sans revenu et n'était pas affilié à la caisse de sécurité sociale pouvait les contacter pour demander des allocations. Et en cas de difficultés avec un employeur-euse, elles offraient des conseils ainsi qu'une assistance juridique.

INFORMATION ET SOIN

Les campagnes de prévention gouvernementales n'atteignent certainement pas tout le monde. L'information a souvent du mal à passer, en particulier parmi les groupes vulnérables et isolés. En République dominicaine, les organisations MOSCTHA et FEI ont donc organisé des campagnes spécifiquement destinées aux migrants haïtiens.

Dans ce pays, vous n'êtes pas bienvenu-e à l'hôpital public si vous n'avez pas de papiers. Dès lors, MOSCTHA et FEI ont réuni une équipe de médecins, d'infirmier-ères, de biologistes et de psychologues pour fournir des soins de base. Ils-elles ont distribué du gel hydroalcoolique, du savon, des masques buccaux et des gants jetables. Par ailleurs, ils-elles ont essayé d'aider le plus d'Haïtiens possible à obtenir un statut légal et des papiers.

À Guatemala City, le MOJOCA est venu en aide aux jeunes de la rue. Leur vie a été rendue encore plus sombre par le Covid-19. Ils-elles ont été pourchassés par la police et ont souffert de sous-alimentation car la nourriture était vendue dans beaucoup moins d'endroits. Le MOJOCA a distribué de la nourriture et des masques et a encouragé les jeunes à chercher refuge dans des hôtels ou des églises la nuit, à la suite de négociations

entre le MOJOCA, l'évêque et les propriétaires d'hôtels locaux.

RESPECT DES DROITS DU TRAVAIL

Se réunir en groupe et discuter des problèmes est devenu impossible un peu partout en 2020. En Bolivie, l'organisation de femmes Gregoria Apaza a lancé une campagne médiatique pour faire connaître leurs droits aux travailleur-euses. Au fur et à mesure que la pandémie progressait, de plus en plus de problèmes sont apparus, dans différents secteurs. Licenciements injustifiés, travail sans protection, congés sans solde obligatoires, ... ce ne sont là que quelques exemples de choses qui ont mal tourné. Une plateforme numérique a été mise en place pour permettre aux travailleur-euses de signaler les problèmes et d'obtenir des conseils pour demander une indemnisation. De plus, Gregoria Apaza a fait campagne contre la violence domestique, car le nombre de victimes a malheureusement augmenté pendant les longues périodes de quarantaine.

Comme alternative à une manifestation dans la rue, le syndicat CASC en République dominicaine a diffusé des vidéos et des témoignages sur les violations des droits du travail. C'est ainsi que le syndicat a attiré l'attention sur le problème.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, seuls 56,3 % de la population peuvent compter sur une forme de protection sociale*. En l'absence d'un système mondial de protection sociale, le soutien public en Amérique

latine n'est accessible qu'à ceux-celles qui contribuent au fonds de sécurité sociale par le travail. Malheureusement, la grande majorité des travailleur-euses ne cotisent pas. En République dominicaine, la mutuelle AMUSSOL a veillé à ce que les travailleur-euses informel-les puissent toujours bénéficier d'une aide de l'État. Au Guatemala, le syndicat CGTG a aidé les travailleur-euses informel-les à en bénéficier.

EN CONCERTATION AVEC LES ÉTATS ET LES ENTREPRISES

Le dialogue avec les États et les entreprises s'est avéré plus important que jamais en 2020. À de nombreux endroits, les droits du travail acquis sont menacés et il est important de les défendre. Les organisations avec lesquelles WSM collabore s'y sont consacrées à 100 %.

Lorsqu'au Guatemala, les employeurs ont demandé de pouvoir suspendre les contrats sans salaire, le syndicat CGTG a immédiatement réagi. Lorsque le débat sur le financement de la crise corona se tenait en République dominicaine, la voix de la CASC était forte. Certains députés ont voulu que l'argent du soutien Covid-19 finance les retraites, aux dépens des travailleur-euses ordinaires. Et ce, alors que le système de retraite dominicain est déjà l'un des plus inégalitaires au monde. Au Pérou, le réseau GRESP a plaidé pour la poursuite du développement du nouveau système de santé universel, des salaires minimum et d'un système de santé pour les personnes âgées.

* World Social Protection Report 2020-2022; Organisation internationale du Travail.

L'AMÉRIQUE LATINE EN CHIFFRES

En 2020, WSM a collaboré avec **18** organisations sociales dans **5** pays d'Amérique latine: la Bolivie, la République dominicaine, le Guatemala, Haïti et le Pérou. De toutes les ressources WSM pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, **15 %** sont allés en Amérique latine. Ensemble, ces organisations ont réussi à toucher **322.036** personnes grâce à leur travail. En 2020, **48.705 euros** sont allés à la prévention, au conseil et à l'assistance face au Covid-19.

La pandémie de Covid-19 a également secoué l'Amérique latine. Le personnel médical n'a pas pu se protéger suffisamment. Les hôpitaux manquent de lits. Les touristes sont restés dans leur propre pays. Des usines ont fermé leurs portes. Une majorité de la population s'est retrouvée sans revenus du jour au lendemain, sans alternative de remplacement... Dans ce chaos, les mouvements sociaux du réseau WSM ont fait la différence. Ils ont obtenu des résultats avec des actions virtuelles, des campagnes de prévention, des services en ligne, des formations, de l'assistance juridique et du dialogue politique à distance.

AMÉRIQUE
LATINE



WSM ET L'INTÉGRITÉ

Parce que nous travaillons avec des ressources qui nous sont confiées par les États et le grand public, nous vous devons transparence et responsabilité, et agissons en conséquence. Nous le faisons, entre autres, par le biais de ce rapport annuel. De plus, nous nous engageons à assurer l'intégrité de chaque personne de notre réseau impliquée dans la conduite de nos activités. C'est pourquoi nous avons signé la charte belge d'intégrité. WSM prouve que ce geste n'est pas vain et que de nombreux engagements de cette charte sont déjà une réalité pour nous. Nous appliquons une gestion des risques raisonnée, un code de déontologie précis et des personnes de confiance ont été désignées en Belgique et dans les continents. Nous souhaitons expressément prévenir et détecter les atteintes à l'intégrité. Nous garantissons d'agir rapidement en cas de besoin. Toute personne avec laquelle nous entrons en contact a accès à plusieurs lignes d'assistance téléphonique pour faire part de ses éventuelles préoccupations, questions ou plaintes. Nous nous engageons à les traiter avec discrétion et prudence. <https://www.wsm.be/nous-decouvrir/transparence/>



18/11/2020 - action #PayYourWorkers - Rue Neuve, Bruxelles



QATAR 2022:

DANS LES COULISSES D'UN ÉVÉNEMENT MONDIAL



Dans un an et demi, et pour la première fois de l'histoire de cette compétition, le coup d'envoi de la Coupe du monde de la FIFA sera donné au Moyen-Orient, à Doha, cité de gratte-ciels surgie des sables. Le XXI^e siècle dans toute sa démesure. Mais sans les deux millions de travailleur-euses migrant-es, notamment népalais-es, la Coupe du monde 2022 ne pourrait tout simplement pas avoir lieu au Qatar. Depuis que le pays a remporté l'organisation de la Coupe du monde, en 2010, ces travailleur-euses ont été soumis-es à une exploitation généralisée, notamment à du travail forcé. 6.500 morts plus tard, de belles avancées ont néanmoins été engrangées sur le terrain, grâce à une mobilisation mondiale. Avec Pierre Cuppens, secrétaire général de la centrale syndicale belge CSC bâtiment - industrie & énergie (CSC BIE), et Smritree Lama, secrétaire nationale du syndicat Gefont au Népal, nous faisons le point sur la situation des travailleur-euses migrant-es engagé-es sur ces « chantiers de la honte », et sur le chemin parcouru depuis dix ans. Les promesses de réforme du travail du Qatar correspondent-elles à la réalité des travailleur-euses migrant-es dont le pays dépend si largement ?

TEXTE: Jennifer Van Driessche | PHOTOS: WSM, CSC, Shutterstock, Sebastian Castelier, Chris worldwide, Kirill Neiezhmakov

Smritree Lama: « Ces avancées législatives, même si elles restent insuffisantes, sont loin d'être négligeables ! Elles sont la preuve que la solidarité fait la différence. Cela nous donne l'énergie de continuer. Espérons maintenant que d'autres pays du Moyen-Orient emboîteront le pas du Qatar. »

Smritree Lama, du syndicat Gefont au Népal, nous le confie lors de notre échange en visioconférence. En ce milieu du mois de juin 2021, une mauvaise nouvelle est arrivée du Qatar: Bishal, 30 ans, est décédé. Il y travaillait sur un chantier de construction. Une mort naturelle, pendant son sommeil. Arrêt cardiaque.

Naturelle, vraiment ? C'est l'un des problèmes majeurs relevés par le syndicat Gefont: les cas de décès de personnes jeunes et en pleine santé, pendant leur sommeil, se sont multipliés ces dernières années sur les chantiers du Qatar. Pour les familles des travailleuses concernées, c'est la double peine: ces morts, considérées comme naturelles, ne donnent pas accès à la couverture d'une assurance en cas d'accident de travail. Officiellement au Qatar, seuls quelques dizaines de décès recensés sont liés à la construction des stades. Mais le quotidien britannique *The Guardian* s'est appuyé sur les sources publiques de cinq pays* d'où proviennent les migrant-es et a découvert que plus de 6.500 travailleuses contractuelles sont mortes au Qatar depuis 2010.

69 % de ces décès sont considérés comme des morts naturelles dues à une défaillance cardiaque ou pulmonaire. Rien d'étonnant, lorsqu'il faut effectuer de lourds travaux physiques dans un pays où une température esti-

vale de 50 degrés est trop élevée pour jouer au football pendant 90 minutes...

NÉPAL: UNE MAIN D'ŒUVRE GLOBALE

Pourtant, le Qatar reste une destination importante de migration économique pour les jeunes hommes et femmes originaires de pays où le chômage explose. Par exemple, plus d'un million de Népalais-es travaillent dans les États du Golfe. Ils-elles apportent en retour une contribution substantielle à la société népalaise.

« Dans notre économie, on estime que chaque année, avec les nouvelles forces de travail qui arrivent sur le marché, ce sont entre 450.000 et 500.000 personnes qui cherchent un nouvel emploi. Et on arrive à peine à en fournir un à 100.000 d'entre elles sur notre sol. Cela pousse donc les travailleuses à rejoindre le marché de travail global. », nous explique Smritree Lama, secrétaire nationale du syndicat Gefont et chargée du programme de soutien aux travailleuses migrant-es.

De l'Afghanistan à la Zambie, on en retrouve dans près de 108 pays dans le monde. Plus d'un million, soit un quart d'entre elles et eux, travaillent au Moyen-Orient. L'argent que ces fils et ces filles envoient au pays représente plus d'un quart du PNB total du Népal.

GROUPES DE SOUTIEN

« Comme organisation syndicale, vu l'importance des migrations du travail dans notre pays, nous avons décidé d'investir dans l'accompagnement

de ces travailleuses. Nous avons neuf groupes de soutien pour des travailleuses migrant-es à l'étranger, dont un au Qatar, qui est un pays de destination important. Au Qatar, nous effectuons ce travail depuis 2011, mais dans le secret, car les droits syndicaux ne sont pas assurés dans ce pays. »

PRIS AU PIÈGE

Au cœur des atteintes aux droits des travailleurs et travailleuses migrant-es au Qatar se trouve le **système kafala** du pays, un système de parrainage qui les lie juridiquement aux personnes qui les emploient. Ce système empêchait jusqu'à récemment les travailleuses de changer d'emploi ou même de quitter le pays sans l'autorisation de leur employeuse: ils et elles se trouvaient alors pris-es au piège. Bonne nouvelle: ce système a été entièrement supprimé en 2020 !

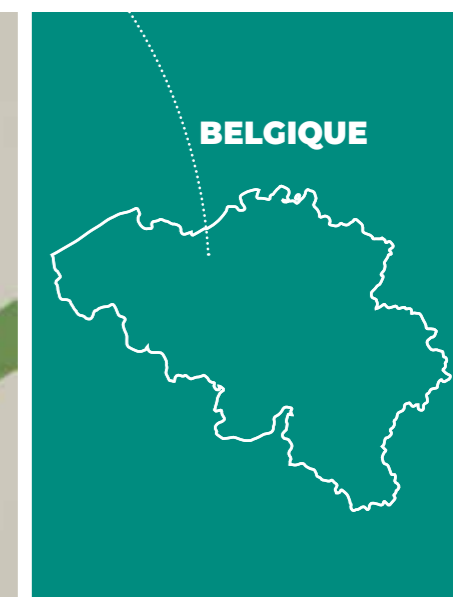
« LA SOLIDARITÉ FAIT LA DIFFÉRENCE ! »

Durant ces dix dernières années, les syndicats et les ONG ont fait campagne contre cette exploitation et en faveur d'un travail décent dans les États du Golfe. La pression internationale a permis quelques avancées.

En 2017, le Qatar a signé un accord avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour rendre sa législation sur le travail conforme aux normes internationales. Disposant maintenant de bureaux au Qatar, l'OIT travaille avec les autorités sur un vaste processus de réforme couvrant cinq axes de travail: la réforme du système de parrainage, l'accès à la justice, la

* Inde, Pakistan, Népal, Bangladesh et Sri Lanka

>> Smritree Lama, GEFONT, Népal



>> Pierre Cuppens, CSC BIE, Belgique

liberté d'expression des travailleurs et travailleuses, la santé et la sécurité, et la rémunération et le recrutement.

Ainsi, le Qatar est devenu en 2020 le premier pays des États du Golfe à franchir une étape historique en instaurant le principe du salaire minimum.

Des décisions gouvernementales qui vont donc dans le bon sens. Toutefois, **l'application insuffisante de certaines des réformes adoptées ces dernières années a laissé des milliers de travailleur-euses à la merci d'employeur-euses sans scrupules.** Le travail forcé, la restriction de la liberté de mouvement, la discrimination, les conditions de travail et de vie extrêmes, ainsi que l'interdiction de s'affilier à un syndicat, et d'en créer un, demeurent une réalité.

Malgré cela, Smritree Lama nous l'affirmait: « Ces avancées législatives, même si elles restent insuffisantes, sont loin d'être négligeables ! Elles sont la preuve que la solidarité fait la différence. Cela nous donne l'énergie de continuer. Espérons maintenant que d'autres pays du Moyen-Orient emboîteront le pas du Qatar. »

En octobre 2013, Pierre Cuppens a participé à une mission de l'OIT sur place pour dénoncer des conditions de travail alarmantes sur certains chantiers. Il en est lui aussi convaincu: « Dans une situation comme celle-là, de l'ordre de l'esclavage moderne, même des petits changements sauvent des vies. Il est indispensable de rester mobilisé-es. »

SE TENIR À L'ÉCART NE RÉSOUT RIEN

Les organisations partenaires de WSM et de la CSC, actives dans les pays d'origine, l'Inde et le Népal, partagent le point de vue selon lequel boycotter le Qatar ne résoudra rien. Il vaut mieux œuvrer activement pour faire du travail décent une réalité dans cet État du Golfe.

« La CSC BIE souhaite faire pression sur la Fédération royale belge de football, la FIFA et les autorités du Qatar, afin qu'elles mettent en place des actions concrètes et structurelles en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail des ouvrier-ères et d'ouvrir la voie à d'autres réformes significatives dans toute la région du Golfe. », explique Patrick Vandenbergh, président de la CSC BIE.

Début juin, la CSC BIE a abordé la question de la situation des ouvrier-ères au Qatar avec Peter Bossaert, le secrétaire général de l'Union belge de football. Une nouvelle rencontre s'est tenue début septembre afin de mettre en place une plate-forme avec les syndicats et des ONG comme WSM, Amnesty International et Human Rights Watch.

FORCES DE CHANGEMENT

Ne soyons pas trop modestes: la force du changement émane surtout des mouvements sociaux qui se préoccupent du sort de plusieurs milliers de personnes en défendant leurs droits jour et nuit, en les préparant avant leur départ et en les accueillant au retour, en organisant les travailleur-euses, au péril de leur vie et au risque de perdre leur emploi, dans des conditions particulièrement précaires. **Les travailleur-euses migrant-es, ce sont d'ores et déjà eux-elles, les vrai-es champion-nes de la Coupe du Monde.**

Sources: CSC BIE, OIT, Amnesty international



>> 6 juin 2021, stade La Rosaleda, Malaga, Espagne.

Match amical entre la Norvège et la Grèce. Au moment d'entrer dans le stade, Erling Haaland (Borussia Dortmund) et ses coéquipiers portent des maillots de protestation pour les droits humains des travailleur-euses migrant-es.

FIFA ET ENTREPRISES AU QATAR: TOUTES RESPONSABLES !

Le gouvernement du Qatar n'est pas le seul à devoir prendre ses responsabilités et trouver des solutions. Les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains prévoient clairement que les entreprises doivent, au minimum, respecter les droits humains, y compris ceux des travailleur-euses. Cela implique de prendre les mesures nécessaires pour prévenir, atténuer et, le cas échéant, réparer les atteintes aux droits humains liées à leurs activités. Les entreprises ne doivent sous aucun prétexte profiter des insuffisances du système qatari pour exploiter les travailleur-euses.

Le groupe belge de construction Besix a érigé deux des neuf stades de la Coupe du Monde. Même s'il se positionne dans sa communication comme modèle en matière de droits humains, la CSC BIE sera attentive et continuera à exiger de l'entreprise des conditions décentes de travail sur place.

La FIFA doit donc non seulement assurer le respect des droits du travail dans le cadre de la construction des stades pour la Coupe du monde, mais également user de son influence pour veiller à ce que les droits humains soient respectés plus largement dans le cadre des projets liés à la Coupe du Monde 2022.



LE DESSOUS DES CARTES DU CACAO

Rien de plus réconfortant qu'une bonne tablette de chocolat... Pourtant, le secteur, qui pèse plusieurs centaines de milliards de dollars, est malheureusement un symbole du jeu inégalitaire entre les petit·e·s producteur·rices et les grandes multinationales, accusées d'exploiter la main-d'œuvre infantile, de déforestation incontrôlée et de maintenir les producteur·rices dans une pauvreté structurelle, malgré leur engagement en 2001 à éradiquer le travail des enfants dans les champs de cacao et à préserver la forêt.

TEXTE / Géraldine Dezé — PHOTOS / Shutterstock



AFRIQUE DE L'OUEST: UNE CROISSANCE DE PRODUCTION QUI NE PROFITE PAS AUX CULTIVATEUR·RICES

Au cours de ces trente dernières années, la production mondiale de cacao a doublé, et sa quasi-totalité provient de quatre pays d'Afrique de l'Ouest: la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun et le Nigeria. En presque 30 ans, la production de la région est passée de 1,37 million de tonnes à 3,47 millions de tonnes, et la part de marché des quatre grands produc-

teurs de cacao de cette région est passée de 55 à 74 %¹.

Malheureusement, le dernier rapport du Baromètre du cacao² observe que la production de cacao en vrac se concentre de plus en plus dans les pays d'Afrique de l'Ouest, qui présentent un faible indice de développement humain. Mais ironie du sort, « *sur un plan mondial, la dépendance de la filière cacao à l'égard de l'Afrique de l'Ouest est bien supérieure à 80 %.* »

Et c'est particulièrement dans ces

pays producteurs de cacao « en vrac » que les principaux problèmes subsistent: déforestation à grande échelle, travail des enfants (une récente étude menée par l'Université de Chicago³ a démontré que le nombre de cas de travail illégal d'enfants avait même augmenté au cours de ces deux dernières décennies dans la région), et autres violations des droits humains et des travailleuses. Ces problèmes sont alimentés par la pauvreté de la majorité des cultivateur·rices, par la faiblesse des infrastructures rurales, par le manque de transparence et de redevabilité, et des interventions de gouvernements parfois inefficaces et corrompus.

Parmi quelques initiatives pour pallier cela, on peut citer les conventions gouvernementales, les plateformes nationales multipartites, les normes de certification, les programmes de durabilité des entreprises qui tentent de ressembler à une certification, et les collaborations sectorielles de lutte contre la déforestation et le travail des enfants, tel que l'observe le dernier rapport du Baromètre du cacao. Mais à ce jour, ces initiatives ne sont pas sanctionnées en cas de non-respect des engagements, ce qui signifie que les objectifs et délais peuvent ne pas être atteints, et ce, en toute

impunité. En revanche, les cultivateur·rices certifié·es perdent leur certification — ainsi que l'accès au marché et les primes qui y sont associées — en cas de non-conformité. Pour résumer, de nombreux problèmes n'ont pas été résolus parce qu'il n'y avait pas d'obligation à ce qu'ils le soient.

Cette situation souligne une fois de plus la répartition déséquilibrée des risques et des responsabilités dans la chaîne d'approvisionnement.

1 Baromètre du Cacao, 2020, p.14.

2 Le Baromètre bisannuel du cacao évalue les performances du secteur du cacao en termes de durabilité. Il englobe une large coalition d'organisations de la société civile, parmi lesquelles Oxfam, Rikolto et la FGTB-Horval.

3 Pour plus d'info : "Assessing Progress in Reducing Child Labor in Cocoa Growing Areas of Côte d'Ivoire and Ghana" (2020)

EN AMÉRIQUE LATINE: LE SPECTRE DE LA DÉFORESTATION

Alors que la production de cacao au Brésil, en République dominicaine et au Mexique est restée stable, la production de cacao connaît une expansion notable ailleurs en Amérique latine. Certains pays d'Amérique latine produisent principalement du cacao fin ou aromatique, qui représente près de 10 % de la production mondiale.

Outre les efforts des gouvernements, d'importants investissements dans la coopération au développement — notamment dans le cadre du programme *Cocoa for Coca* (cacao contre coca), piloté par l'USAID dans le cadre de la « guerre contre la drogue » — aident les cultivateur·rices à développer des plantations de cacao. L'expansion de la production de cacao en Équateur, au Pérou et en Colombie est aussi source d'inquiétude, car elle pourrait entraîner la déforestation et la dégradation de certaines des dernières grandes forêts tropicales humides d'Amérique latine.

Selon le Baromètre du cacao, **il faut que les grandes entreprises du secteur soient tenues responsables des violations des droits humains et de la déforestation**, car si ces violations perdurent, c'est en grande partie parce qu'il n'est pas interdit de tirer profit des violations des droits humains et de la déforestation illégale dans les pays consommateurs de cacao.

Pour pallier cela, le baromètre du cacao élabore trois recommandations clés: (1) établir une réglementation qui change le système, sans pénaliser les cultivateur·rices, (2) renforcer des partenariats efficaces entre pays producteurs et pays consommateurs, (3) offrir un prix équitable aux cultivateur·rices.

LE SOUTIEN DES ENTREPRISES EST PRIMORDIAL

Pour le secteur du cacao, une des principales évolutions en matière d'approches réglementaires est le changement d'attitude de la filière elle-même. Certaines des plus grandes entreprises de cacao et de chocolat ont réclamé une réglementation européenne sur le devoir de vigilance. Les organisations-cadres européennes pour le cacao (ECA) et le chocolat (Caobisco) ont également publié des déclarations en faveur d'une telle réglementation. Plusieurs raisons expliquent ce soutien: tout d'abord, les principes du devoir de vigilance énoncés par l'OCDE; ensuite, parce qu'une réglementation contraignante permettrait d'uniformiser les règles de concurrence, en obligeant tous les concurrents à opérer selon les mêmes principes; les entreprises ne pourraient plus se concurrencer en favorisant, en commettant ou en ignorant des violations des droits humains ou des dégradations de l'environnement. Enfin, cette réglementation permettrait d'avoir un impact plus important grâce à des exigences plus élevées et à des efforts plus concertés.

CONCLUSION

Bien qu'il soit trop tôt pour pouvoir mesurer l'impact des réglementations sur le devoir de vigilance, elles constituent un progrès important. Les lois existantes sur la transparence ont déjà apporté des changements dans les rapports des entreprises comme sur le terrain. L'application des règlements sur le devoir de vigilance — s'ils sont rédigés et mis en œuvre correctement — pourrait entraîner des changements plus positifs encore dans le secteur du cacao. Il peut y avoir une forte complémentarité entre les réglementations nationales et internationales, et l'interaction entre les deux ne doit pas être une excuse pour ne pas démarrer les unes ou les autres.

Dans cette optique, des pays tentent de bouger les lignes: la Côte d'Ivoire et le Ghana ont décidé cette année de cesser de vendre leurs fèves aux grands industriels si le prix payé aux producteur·rices n'augmentait pas.

* Baromètre du Cacao, 2020, p.14.

RÉFÉRENCE PÉDAGOGIQUE: LE DOCUMENTAIRE « LA FACE CACHÉE DU CACAO »

Accompagné d'une caméra cachée, le journaliste Paul Moreira, a réussi à filmer des images terrifiantes dans l'une des plantations illégales qui grignotent, année après année, les forêts pourtant protégées du sud-ouest de la Côte d'Ivoire, pays producteur de 40 % du cacao mondial. Des enfants venus du Burkina Faso, poussés par la faim et la sécheresse, travaillent gratuitement contre de la nourriture: machettes tranchantes, lourdes charges, épandage de glyphosate sans protection... Au bout de plusieurs années d'esclavage, ils·elles peuvent espérer recevoir une parcelle à cultiver. Ces plantations illégales dont ils·elles sont prisonnières continuent de grignoter la forêt primaire déjà réduite à peau de chagrin: 90 % de la forêt primaire a disparu sous les assauts de planteurs désespérés dont les revenus ne permettent pas de survivre.



CHOCOLAT

Juana vit en République dominicaine. Elle y fait pousser des fèves de cacao. Tim vit en Belgique. Il travaille pour Barry Callebaut. Tous les deux représentent deux maillons importants de la chaîne de production de notre fierté belge: le chocolat.

TEXTE / Nancy Govaerts
PHOTOS / Fran Afonso, Tim De Meyst



BELGIQUE

TIM DE MEYST

« Cela fait maintenant 20 ans que je travaille pour Barry Callebaut. J'étais déjà là lorsque la société belge Callebaut a fusionné avec la société française Cacao Barry en 1996 pour devenir le plus grand fabricant de chocolat au monde. Il y a dix ans, j'ai commencé à travailler dans la « salle de contrôle » de l'entreprise, qui contrôle la qualité du chocolat en fonction de normes, afin de satisfaire nos client-es. Si j'avais déjà l'intention depuis plusieurs années de militer dans l'entreprise, ce n'est que récemment que j'ai franchi le pas. Je pense que je pourrai vraiment faire la différence pour les nombreux-ses nouveaux-elles collègues, moins assertif-ves, qui tentent leur chance dans cette entreprise en pleine croissance.

Dans l'ensemble, c'est agréable de travailler ici. Je le remarque maintenant que je rencontre des collègues venu-es d'autres entreprises, dans mon rôle de militant ACV-CSC. Mais vous ne m'entendez pas dire qu'il n'y a pas de place pour l'amélioration, et pour mes collègues ici, mais aussi pour les personnes qui travaillent ailleurs dans le monde, dans la chaîne du chocolat dont nous sommes tou-tes un maillon important. Mon idée est simple: ce serait bien que tout le monde en profite. Cela devrait être possible, n'est-ce pas ?

Pour l'instant, cette prise conscience de l'internationalisation ne se retrouve pas dans les ateliers de formation. Or, informer les gens sur le devoir de vigilance dans les chaînes d'approvisionnement représente un premier pas important que je peux faire avec mes camarades militant-es. Pour cela, j'ai besoin de savoir quelles sont les mesures que notre entreprise a déjà prises. Je sais qu'il s'est déjà passé beaucoup de choses sur la durabilité ici sur le site: il y a des panneaux solaires, une station de purification de l'eau et un parc à conteneurs pour une meilleure gestion des déchets. Mais je n'ai pas (encore) connaissance des engagements plus haut dans la chaîne, et plus loin sur les marchés de vente. Vous pouvez compter sur moi pour ça, parce que je vais bientôt avoir mon premier comité d'entreprise. Voyons comment et quand nous pouvons inscrire cela à l'agenda de la concertation. »

TAJOOOHO

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

JUANA MARTE SORIANO

« Je vis en République dominicaine. Pour beaucoup, c'est une belle destination de vacances. Pour moi, c'est ma maison et ma vie. Depuis toujours, j'aime mettre les mains dans notre terre fertile et généreuse. Comme je ne trouvais pas de travail en tant qu'enseignante, j'ai commencé à cultiver du cacao en 2017. Notre groupe local de 40 femmes est affilié à la CONAMUCA, une organisation avec laquelle WSM travaille. Grâce à leur médiation, nous avons reçu du gouvernement pas moins de 700 plants de cacao, 30 agrumes et 375 bananiers pour chaque demi-hectare de terre que nous cultivons. À la CONAMUCA, on ne m'a pas seulement enseigné les principes de l'agriculture biologique, on m'a aussi appris à développer mon esprit d'entrepreneuriat, ainsi que d'anticiper les défis qui vont avec. Pour l'instant, le cacao ne rapporte pas grand-chose à mon échelle, car les vrais profits sont pour les intermédiaires. Lorsqu'il peut être récolté, je saute sur le taximoto deux fois par semaine avec environ 20 kilogrammes de fruits non transformés. J'en tire environ quinze dollars. Si je pouvais sécher moi-même mes fèves de cacao, le rendement par kilogramme doublerait.

Nous aimerions cultiver davantage de terres ensemble. Pour l'instant, nous examinons nos possibilités avec la CONAMUCA. Ensemble, nous sommes plus fort-es, même lorsque nous avons besoin d'un crédit ou que nous devons négocier le prix. Lentement mais sûrement, je construis une meilleure vie pour moi et mes enfants. Et vous savez ce que je veux aussi prouver: qu'il y a un avenir dans le travail de la terre. Le cacao est une garantie pour la sécurité d'emploi et de la récolte: chaque arbre produit des fruits sans trop de risque de perte de récolte. Il s'agit d'un beau produit, très recherché, d'ailleurs. Qui n'aime pas un bon morceau de chocolat ? Cultivé biologiquement, bien sûr ! »





PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
magazine trimestriel de WSM
juillet - août - septembre 2021
P309504 - Bureau de dépôt Gent X



**« NOS DROITS NE NOUS SONT
PAS DONNÉS, IL FAUT SE BATTRE
POUR LES OBTENIR. »**

(SISTER LISSY, NDWM-NATIONAL DOMESTIC WORKERS UNION, INDE)